

Questions orales

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA POSSIBILITÉ DE NOMINATION DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES AU POSTE D'AMBASSADEUR DU CANADA EN ÉCOSSE

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, la Chambre aurait-elle l'indulgence de me donner la parole pour que je signale la présence à la tribune de Votre Honneur d'une visiteuse très distinguée en la personne de M^{me} Ewing, député du parti nationaliste écossais au Parlement britannique.

Des voix: Bravo!

M. MacLean: En la circonstance je voudrais poser au premier ministre une question bien intentionnée. Puisque l'indépendance de l'Écosse apparaît imminente, le premier ministre compte-t-il nommer le secrétaire d'État aux Affaires extérieures comme premier ambassadeur du Canada en Écosse?

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai l'impression que nombreux sont les députés de ce côté-ci de la Chambre qui se porteraient candidats à ce poste. Pas que ce soit forcément la tournure que prendront les événements. Mais si cela se produit, nous avons des plans d'action conjoncturelle: ma femme aussi, qui est une Écossaise nationaliste.

LA VENTE D'UN RÉACTEUR CANDU À LA CORÉE DU SUD—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT EN RAISON DES NÉGOCIATIONS POUR L'ACHAT D'UNE USINE DE RETRAITEMENT

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le premier ministre. Vu les protestations vigoureuses exprimées mardi soir à la réunion du comité des affaires extérieures contre la vente imminente d'un réacteur nucléaire canadien à la Corée du Sud, précisément parce que celle-ci a tout récemment acheté une usine de retraitement à la France, ce qui lui permettra de fabriquer des armes nucléaires, le gouvernement est-il décidé de conclure cette vente sans remettre en question la sagesse de sa politique, ce que préconisent bien des Canadiens dont le distingué général E. L. Burns?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je signale respectueusement, monsieur l'Orateur, que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a répondu à des questions semblables hier ou avant-hier.

M. Roche: Précisément parce que la question a été soulevée à la séance du comité des affaires extérieures, je poserai à nouveau la question au premier ministre. Pour ce qui est de la confiance qu'on peut accorder à la Corée du Sud avec laquelle nous concluons un accord, le premier ministre a-t-il examiné les rapports d'observateurs internationaux impartiaux tels que Amnesty International, la Commission internationale des juristes, la Ligue internationale des droits de l'homme et la Conférence mondiale de la religion pour la paix qui critiquent sévèrement le régime Park?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, des instances de ce genre devraient être faites quand le ministre témoigne devant le comité.

[M. Lessard.]

L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'OCTROI DE CRÉDITS POUR LE PROGRAMME DE RÉGULARISATION DES CRUES DU FRASER

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor et fait suite à la réponse donnée hier par le ministre de l'Environnement au député de Fraser Valley-Ouest. Elle a déclaré que l'inflation a gravement diminué la portée du programme de régularisation des crues du Fraser. Je le comprends. Elle a ajouté que l'on envisage de demander au Conseil du Trésor des crédits supplémentaires pour ce programme. Le ministre accordera-t-il à la question la plus haute priorité, étant donné qu'une digue a cédé hier dans la région est de Surrey et que le district de South Westminster est menacé d'inondation? Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de l'Environnement. Accordera-t-elle priorité à cette question quand elle aura obtenu des fonds?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, évidemment quand il y a des questions d'urgence comme celle-là, nous prenons les moyens nécessaires, si nous sommes obligés de payer notre part des responsabilités. En ce qui a trait au budget total de ce ministère comme de tous les autres ministères, j'espère que l'honorable député informera son chef qu'il nous demande de dépenser plus d'argent.

* * *

[Traduction]

LES AÉROPORTS

L'OCTROI DES CONCESSIONS—LA RECONDUCTION DES BAUX DES RESTAURANTS KÉBEC SANS APPELS D'OFFRES

M. Ron Huntington (Capilano): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Comme le directeur général des services locaux et des services des aéroports a affirmé par écrit que le ministère a toujours eu pour politique de procéder à des appels publics d'offres préalables à l'octroi et au renouvellement des concessions à bail dans les aéroports, le ministre peut-il expliquer comment il se fait que la société des Restaurants Kébec a pu obtenir la renégociation et la reconduction de son bail à Dorval en trois occasions distinctes sans que l'on ait d'abord procédé à de tels appels d'offres?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, l'affirmation est exacte et rappelle une règle générale. Elle a en effet été appliquée en ces termes dans le cas en question. Selon les renseignements en ma possession, le bail en question, les députés seront heureux de l'apprendre, a été consenti pour la première fois en 1961. Il s'agissait d'un bail de cinq ans assorti d'une option de deux renouvellements successifs d'une durée de cinq ans. Telles étaient les modalités du bail à l'époque.

* * *

[Français]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LE RAPPORT DE M. BEARD, MEMBRE DU CONGRÈS—LA POSITION DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable solliciteur général.